

Université du Québec à Montréal	Département de science politique
POL 8531-30 Développement, participation et citoyenneté	
Lundi 14-17h	
(3 crédits)	
Session Hiver 2018	
Professeure : Caroline Patsias Téléphone : 514 987-3000, poste 2754	Bureau : A-3680 Hubert Aquin Courriel : patsias.caroline@uqam.ca

Descriptif :

À partir de l'étude de sociétés locales, rurales et urbaines, cerner les dynamiques qui les traversent et les réactions des populations concernées selon le sexe, l'âge, la classe sociale, face au développement et aux politiques des États. Études de cas. Étude de techniques d'enquêtes.

Ce cours croise plusieurs perspectives.

a) Une réflexion sur les notions de Participation, citoyenneté, développement et sur leur articulation

Cette réflexion revient d'abord sur chacun des termes pour ensuite souligner leur articulation. Plusieurs questions construisent cette réflexion : comment différents modèles ont pensé cette articulation. Quel est le lien entre certains modes de participation et de régulations politiques et sociales et les types de développement mis en œuvre. Quels sont dans ces modèles la participation des citoyens envisagée et finalement l'exercice de la citoyenneté promu. Il s'agit aussi de s'interroger sur les écueils rencontrés par la mise en œuvre de certains modèles. Cette section du cours s'attarde plus particulièrement sur la notion de gouvernance. Sous sa forme idéologique, la gouvernance revêt plusieurs appellations courantes : bonne gouvernance, gouvernance gestionnaire, gouvernance technocratique ou partagée qui renvoient toutes à l'imposition d'une logique gestionnaire des relations entre des acteurs aux stratégies et intérêts différents, plus ou moins contradictoires. Dans ce cours, nous mettrons en lumière les différentes utilisations du terme et surtout les questions auxquelles le terme renvoie quant aux conceptions et pratiques du développement à savoir la place de l'Etat et celui de la participation de la société civile.

b) Une réflexion sur les villes et l'urbanisation

L'ambition est ici de se pencher sur le rapport entre l'urbain et le rural et l'évolution de ce rapport dans les sociétés contemporaines. Ce dernier est en effet au centre des trajectoires nationales et régionales de développement au centre. Au débat sur la contribution des villes au développement, s'ajoute celui sur le développement urbain. Celui-ci exige de prendre en considération la mobilité et migrations entre villes et banlieues, celles entre villes et espaces ruraux comme les politiques publiques et les instances mises en œuvre pour réguler ces mouvements et les organiser de façon à promouvoir le développement ou une certaine vision du développement

c) Une réflexion comparative

Cette réflexion s'inscrit dans une comparaison qui entend aller au-delà de la division Nord-Sud, afin de mieux jauger la façon dont le Nord comme le Sud tentent de répondre à certaines problématiques communes même si ces dernières se posent dans des contextes et à des degrés différents.

Ces trois dimensions sont présentées selon 4 parties : La partie I. pose les enjeux structurels des problématiques évoquées comme elle présente les définitions des concepts clés du cours. La partie II. reprend les mêmes enjeux mais à l'échelle des interactions des citoyens. La partie III. éclaire plus particulièrement les cas québécois et canadien. Enfin, la partie IV. s'interroge sur la montée des inégalités dans des sociétés où pourtant la participation des citoyens et l'élargissement de la démocratie représentative ne cessent de progresser : assiste-t-on à une démocratisation des inégalités ? (*Democratizing inequalities*, Lee et al. 2015.)

Concernant l'évaluation, le cours privilégie la participation des étudiants qui devront chacun à leur tour assurer la gestion d'un séminaire. Dans ce cadre, chaque étudiant sera invité à présenter les textes du séminaire en insistant sur la structure du texte, et la méthode d'enquête de ou des auteurs. Dans le travail long qui doit être remis à la fin du cours, les étudiants doivent élaborer une réflexion sur le développement (une thématique soulevée dans le cours) en lien avec leur sujet de mémoire. Au-delà d'une meilleure connaissance d'un aspect du cours, ce travail vise à familiariser les étudiants avec la formulation d'un projet de recherche, la constitution d'une revue de littérature et le choix d'une technique d'enquête particulière. Il s'agit enfin de permettre à chaque étudiant, via le cours, d'avancer certaines pistes de réflexion quant à son sujet de mémoire. Concernant l'atmosphère de la réflexion, je souhaite privilégier un cadre de travail, où chacun est amené à se dépasser à travers la conversation et la collaboration avec ses pairs. L'objectif du cours est de parvenir à nouer une discussion académique, publique (et donc fondée en raison) intense, rendant possible les antagonismes tout en restant chaleureuse. L'ironie est un plus ;)



Cours et dates	Titre	Matière et axes d'analyses	Lectures obligatoires
Introduction :			
Cours 1	Présentation et discussion du plan de cours avec les étudiants Retour sur les concepts et enjeux des notions de dynamiques locales Et de développement	Exposé par le professeur concernant la présentation des arguments dans les travaux	
I. Une dimension structurelle et historique			
Cours 2	Etat-local-développement		<p>Evans, P. 1996 « Government Action, Social Capital and Development : Reviewing the Evidence on Synergy » <i>World Development</i>, 24, 6 : 1119-1132</p> <p>Evans, P. et P. Heller, 2015. Human Development, State Transformation, and the Politics of the Developmental State. In Stephan Leibfried, Evelyne Huber, Matthew Lange, Jonah D. Levy, and John D. Stephens (Eds.) <u>The Oxford Handbook of Transformations of the State.</u></p> <p>Rocha Menocal, A. 2004 'And If There Was No State? Critical Reflections on Bates, Polanyi and Evans on the Role of the State in Promoting Development', <i>Third World Quarterly</i> 25, 4 : 765-77.</p> <p>Weiss, T. G. 2000 « Governance, good governance and global governance: Conceptual and actual challenges », <i>Third World Quarterly</i>, 21:5, 795-814</p>
Cours 3	Etat- société civile et formes de participation	Comment les routines des interactions s'insèrent dans des liens entre Etat et société civile. Un regard sur quelques exemples au Nord	<p>White, D. 2012. Interest representation and organization in civil society: Ontario and Quebec compared, <i>British Journal of Canadian Studies</i>, 25, 2: 199-229.</p> <p>Patsias, C. Durazo, J. et S. Patsias. 2017. The Steep and Slippery Slope of Politics: Civic Spirit, Empowerment and Politicization in Citizen Committees. <i>European Journal of Cultural and Political Sociology</i>. Accepté (voir article dans Moodle)</p> <p>Laforest, R. 2011. « L'étude du tiers secteur au Québec : comment saisir la spécificité québécoise ? ». <i>Politique et sociétés</i>, 30, 1 : 43-55.</p>

			<p>Jenson, J et M. Papillon, 2001. <i>The Changing Boundaries of Citizenship. A Review and a Research Agenda. Modernizing Governance : A Preliminary Exploration</i>, Ottawa, Canadian Centre for Management Development, available http://www.cccg.umontreal.ca/pdf/CPRN/CPRN_Chnging%20Boundaries.pdf</p>
Cours 4	Décentralisation, participation et démocratie : les écueils	<p>Comment les processus de décentralisation peuvent certes favoriser la participation et le développement mais aussi accroître la subordination des citoyens</p> <p>Un regard comparatif, Afrique, Afrique du Sud, Inde et Brésil</p>	<p>Heller, P. 2001. « Moving the State: The Politics of Democratic Decentralization in Kerala, South Africa, and Porto Alegre », <i>Politics & Society</i>, vol. 29, p.131-163.</p> <p>Heller, P., K.N. Harilal et S. Chaudhuri 2007. « Building Local Democracy: Evaluating the Impact of Decentralization in Kerala, India ». <i>World Development</i>, 35, 4 : 626-648.</p> <p>Heller, P. et P. Evans. 2010. “Taking Tilly South: Durable Inequalities, Democratic Contestation and Citizenship in the Southern Metropolis,” <i>Theory and Society</i>, 39:433-450.</p> <p>Heller, P. 2012. “Democracy, Participatory Politics and Development: Some Comparative Lessons from Brazil, India and South Africa,” <i>Polity</i>, 44, 643-665.</p> <p>Johnson, C. 2001 « Local Democracy, Democratic Decentralisation and Rural Development: Theories, Challenges and Options for Policy » <i>Development Policy Review</i> 19, 4 : 521-532</p> <p>Piveteau, A. 2005 Décentralisation et développement local au Sénégal. Chronique d'un couple hypothétique : Décentralisation et développement local, un lien à repenser. <i>Revue Tiers-Monde</i>, 4(181), 71-93.</p> <p>Fauré, Y.-A. 2005. Des politiques publiques décentralisées, entraves au développement local. Expériences brésiliennes. <i>Revue Tiers-Monde</i>, 4 (181), 95-118.</p> <p>Dubresson, A. et Y.-A. Fauré 2005. Décentralisation et développement local : un lien à repenser. <i>Revue Tiers-Monde</i>, 4 (181), 1-20.</p>

Cours 5	Décentralisation, participation et démocratie : un exemple particulier les Budgets participatifs		<p>Baiocchi, G., Heller, P. et M. Kunrah Silva. 2008. « Making Space for Civil Society : Institutional Reforms and Local Democracy in Brazil ». <i>Social Forces</i>. 86, 3 : 914-936.</p> <p>Fung, A. and O. Wright, 2001. <i>Deepening Democracy: Innovations in Empowered Participatory Governance</i>, 29, 1 : 5-41 http://www.archonfung.net/docs/articles/2001/FungDeepDemocPS.pdf</p> <p>Patsias, C., Latendresse, A. et L. Bherer. 2013. «Participatory Democracy, Decentralization and Local Governance: the Montreal Participatory Budget in the light of ‘Empowered Participatory Governance’». <i>International journal of urban and regional research</i>. 37 (2) : 2214-2230.</p>
Cours 6	La notion de gouvernance		<p>Campbell, B. et D. Ahado. 2006. « La gouvernance: entre l’État et le marché, qui gouverne l’ordre social ? », <i>Les Cahiers de la Chaire C.-A. Poissant</i>, décembre 2006.</p> <p>ou</p> <p>Campbell, B. 2001. « La gouvernance, une notion éminemment politique », dans <i>Les non-dits de la bonne gouvernance</i>, Paris, Karthala, Haut conseil de la coopération internationale, p.119-149.</p> <p>C. Lafaye, 2001 « Gouvernance et démocratie : quelles reconfigurations ? », in L. Cardinal, C. Andrew (dir.), <i>La démocratie à l’épreuve de la gouvernance</i>, op.cit., p. 57-87.</p> <p>Pitseys, J. 2010« Le concept de gouvernance », <i>Revue interdisciplinaire d’études juridiques</i>, 2, 65 : 207-228. https://www.cairn.info/revue-interdisciplinaire-d-etudes-juridiques-2010-2-page-207.htm</p> <p>Warren M.E. (2008): <i>Governance-Driven Democratization</i>. CDNG, working paper, 2008:3, Roskilde Univ., Roskilde, Denmark, 10 p.</p>
II. La participation citoyenne			
Cours 7 21 janvier	Le développement et les luttes citoyennes		<p>Schively, C. 2007 « Understanding the NIMBY and LULU phenomena : reassessing our knowledge base and informing future research », <i>Journal of Urban Planning</i> 21, 255-266.</p>

	Des citoyens contre le développement Le développement contre les citoyens ?		<p>Hermansson H. 2007 « The Ethics of NIMBY Conflicts », <i>Ethic Theory Moral Practice</i> 10, 23–34</p> <p>McCarthy, E. M. 1997 « From NIMBY to Civil Rights: The Origins of the Environmental Justice Movement », <i>Environmental History</i> 2, 3 : 301-323.</p> <p>Trom, D. 1999 De la réfutation de l'effet NIMBY considérée comme une pratique militante. Notes pour une approche pragmatique de l'activité revendicative, <i>Revue française de science politique</i> 49, 1 : 31-50.</p> <p>Jobert, A. 1998 « L'aménagement en politique. Ou ce que le syndrome NIMBY nous dit de l'intérêt général ». <i>Politix</i> 11, 42 : 67-92.</p>
Cours 8	La participation civique	Deux visions épistémologiques et politiques des interactions sociales comme atout de la démocratie	<p>Putnam, R. 1995. « Tuning In, Tuning Out: The Strange Disappearance of Social Capital in America ». <i>Political Science and Politics</i>, 28, 4 : 664-683 https://www.uvm.edu/~dguber/POLS293/articles/putnam1.pdf</p> <p>Fukuyama, F.2001 « Social capital, civil society and Development », <i>Third World Quarterly</i>, 22:1, 7-20</p> <p>Lichterman, E et N. Eliasoph. 2014. Civic Action. <i>American Journal of Sociology</i>, 120, 3-798-863.</p> <p>Eliasoph, 2010 (1998). L'évitement du politique. Paris : Economica (Introduction et chapitre I)</p> <p>Patsias, C. 2016. <i>Une chronique de la démocratie ordinaire Les comités de citoyens au Québec et en France</i>. Montréal : Les PUM. (Chapitre IV, conclusion et épilogue)</p>
II. Une perspective canadienne et québécoise			
Cours 9	Existe-t-il un modèle québécois de développement ?		<p>Bouchard, M, Lévesque, B. et J. Saint-Pierre, 2005 « Modèle québécois de développement et gouvernance : entre le partenariat et le néolibéralisme ? » <i>Cahier du CRISES</i>, ET0505</p> <p>Benoît Lévesque, « Le modèle québécois : Un horizon théorique pour la recherche, une porte d'entrée pour un projet de société ? », <i>Revue Interventions économiques</i> [En ligne], 29 2002, mis en ligne le 01 octobre 2002. URL : http://interventionseconomiques.revues.org/1012</p> <p>Fontan, J-M, Hamel, P., Morin, R. et E. Shragge 2006 « Le développement local dans un contexte</p>

			<p>métropolitain. La démocratie en quête d'un nouveau modèle » <i>Politique et sociétés</i> 25, 1 : 99-127.</p> <p>Joyal A. et K. El Batal, 2007 « Décentralisation et développement rural. Étude de cas québécois » <i>Revue d'Économie Régionale & Urbaine</i> 2, 251-267. http://www.cairn.info/revue-d-economie-regionale-et-urbaine-2007-2-page-251.htm</p>
Cours 10	Dynamiques locales et développement au Canada : comment gérer l'espace et les tensions rural-urbain		<p>Searle, G et P. Fillion, 2011 « Planning Context and Urban Intensification Outcomes: Sydney versus Toronto », <i>Urban Studies</i> 48: 1419-1438</p> <p>Bourne, L., M. Bunce, L. Taylor, N. Luka and J. Maurer. « Contested Ground : The Dynamics of Peri-Urban Growth in the Toronto Region », <i>Canadian Journal of Regional Science / Revue canadienne des sciences régionales</i>, (numéro spécial : <i>Structures et dynamiques au delà des banlieues</i>), vol. 26, no 2 et 3, 2003, p. 251-269.</p> <p>Bryant, C. R. and J.-P. Charvet 2003 « La zone périurbaine : structure et dynamiques d'une composante stratégique des régions métropolitaines », <i>Canadian Journal of Regional Science / Revue canadienne des sciences régionales</i>, (numéro spécial : <i>Structures et dynamiques au delà des banlieues</i>), 26, 2 et 3 : 241-250.</p> <p>Dumoulin, O et C. Marois 2003 « L'émergence des stratégies de développement des espaces agricoles périurbains : le cas des municipalités de banlieue de la région métropolitaine de Montréal », <i>Canadian Journal of Regional Science / Revue canadienne des sciences régionales</i>, (numéro spécial : <i>Structures et dynamiques au delà des banlieues</i>), 26, 2 et 3 : 337-358.</p> <p>Halseth, G. 2003. « Attracting Growth 'Back' to an Amenity Rich Fringe : Rural-Urban Fringe Dynamics around Metropolitan Vancouver, Canada ». <i>Canadian Journal of Regional Science / Revue canadienne des sciences régionales</i>, (numéro spécial : <i>Structures et dynamiques au-delà des banlieues</i>), 26, 2 et 3 : 297-317.</p> <p>Cramer, W. 2012. « Putting Inequality in Its Place: Rural Consciousness and the Power of Perspective ». <i>American Political Science Review</i> 106, 3 : 517-532.</p>

III. Inégalités développement et participation			
Cours 11	Développement, mobilité sociale et mixité : quels enjeux de gouvernance ou conséquences de la gouvernance		<p>Thuillier, G. 2006 « Les quartiers enclos à Buenos Aires : la ville privatisée ? », <i>Géocarrefour</i>, 81, 2 [En ligne], mis en ligne le 01 décembre 2009. URL : http://geocarrefour.revues.org/1892. Consulté le 04 janvier 2012.</p> <p>Charmes, E 2005 « Suburban fragmentation versus mobilities : is suburbanism opposed to urbanism ? », <i>Cybergeo : European Journal of Geography</i> [En ligne], Dossiers, Systemic impacts and sustainability of gated enclaves in the City, Pretoria, South Africa, Feb.28-March 3, 2005, document 369, mis en ligne le 28 mars 2007, consulté le 04 janvier 2012. URL : http://cybergeo.revues.org/4882 ; DOI : 10.4000/cybergeo.4882</p> <p>Low, S. 2005 « Towards a Theory of Urban Fragmentation: A Cross-Cultural Analysis of Fear, Privatization, and the State », <i>Cybergeo : European Journal of Geography</i> [En ligne], Dossiers, Systemic impacts and sustainability of gated enclaves in the City, Pretoria, South Africa, Feb.28-March 3, 2005, document 349, mis en ligne le 02 octobre 2006, consulté le 04 janvier 2012. URL : http://cybergeo.revues.org/3207 ; DOI : 10.4000/cybergeo.3207</p> <p>McKenzie, Evan. Homeowner association and California politics. <i>Urban Affairs Review</i>. 1998; 34(1):52-75.</p> <p>Rosen, G et E. Razin 2009 « The Rise of Gated Communities in Israel: Reflections on Changing Urban Governance in a Neo-liberal Era » <i>Urban Studies</i> 46, 1702-1722.</p>
Cours 12	Une injonction de participation dans des métropoles plus inégalitaires : la participation pour quoi faire ?	Comment la participation peut-elle renforcer ou à tout le moins accompagner l'accroissement des inégalités ?	<p>Baiocchi, G. et E. Ganuza 2014. « Participatory Budgeting as if Emancipation Mattered ». <i>Politics and Society</i> 42, 1 : 29-50.</p> <p>Bennett, E. A., Corder, A., Taylor Klein P., Savell, S. & Baiocchi, G. (2013). Disavowing Politics: Civic Engagement in an Era of Political Skepticism. <i>American Journal of Sociology</i>, 119(2), 518-548. Lui en priorité</p> <p>Lee, C, McQuarrie, M. et T. Walker, 2015. <i>Democratizing Inequalities. Dilemmas of the New Public Participation</i>. Foreword, introduction, chap. 6,</p>

			10 et 11.
Cours 13	Les inégalités environnementales	Il s'agit de réfléchir à partir d'exemples concrets sur la notion de justice environnementale et les défis que celle-ci pose aux politiques vertes et de développement	<p>Larrère C. 2017. <i>Les inégalités environnementales</i>. Paris : PUF.</p> <p>Norgaard, K.M. et R. Reed, 2017. "Emotional impacts of environmental decline: What can Native cosmologies teach sociology about emotions and environmental justice? » <i>Theory and Society</i>, 46 : 463-495.</p> <p>Barbier, R et C. Larue 2011. "Démocratie environnementale et territoires: un bilan d'étape". <i>Participations</i>, 67(1), 67-104.</p> <p>Walker, G. et K. Burningham 2011. « Flood Risk, Vulnerability and Environmental Justice. Evidence and Evaluation of Inequality in a UK Context ». <i>Critical social Policy</i> 31, 2 : 216-240.</p>
Cours 14	Conclusion Un regard rétrospectif et épistémologique	Comment penser le général à partir du local, comment penser la cristallisation des interactions et le changement ?	<p>Fine, G.A. 2010. The Sociology of the Local: Action and its Publics. <i>Sociological Theory</i>, 28(4), 355-376).</p> <p>Silber, I. 2003. « Pragmatic Sociology as Cultural Sociology: Beyond Repertoire Theory ». <i>European Journal of Social Theory</i>, 6 (4) : 425-447</p>

Exigences et évaluations

- Les exigences pourront être modulées suivant le nombre d'étudiants inscrits au cours (voir notamment travail 1). Une page moodle est attachée à ce cours. Elle constitue un outil indispensable au cours.

NB : La lecture des textes académiques et de certaines analyses contemporaines constitue un élément indispensable à la réflexion universitaire. Aucune séance n'impose la lecture de tous les textes, néanmoins vous devez vous assurer de maîtriser les enjeux du cours.

Lors de chaque séance :

- **La construction d'un texte sera détaillée.** Un étudiant sera affecté à cette tâche pour chaque séance. Cet étudiant devra utiliser un powerpoint pour sa présentation qui insistera sur la façon dont l'auteur construit son argument et sur la méthodologie choisie par l'auteur (20 % de la note finale)
- **La thématique de la séance sera problématisée** par un autre étudiant (présentation powerpoint) (20 %)

Travail long de réflexion (deux étapes) :

Chaque étudiant devra présenter une problématique de recherche à partir des thématiques ou d'une thématique du cours. Il est fortement conseillé de **déterminer une thématique qui renvoie au sujet de mémoire**. Ce travail comprend deux étapes :

a) Une présentation de 45 minutes via un powerpoint. **30 % de la note finale**

b) Un texte de 6 pages sans interlignes, 1.87 de marges (entre 5000 et 9000 caractères), bibliographie hors des 6 pages requises. Ce travail obéit à l'ordonnancement d'un travail de recherche préalable à la rédaction d'un article ou d'une demande de subvention. Le professeur en exposera les pré-requis en classe

30 % de la note finale. Remise du travail lors de la dernière séance de cours.

L'ENSEMBLE DES CONSIGNES CONCERNANT LES TRAVAUX SERONT DISPENSÉES DURANT LES DEUX PREMIÈRES SÉANCES. Prière d'y assister.

ÉVALUATION DES ENSEIGNEMENTS

Aux termes de l'article 1.6 de la Politique No. 23, les évaluations doivent dorénavant se faire en ligne et en classe, sauf si les circonstances ne permettent pas une évaluation en ligne, auquel cas elles peuvent être faites sur papier.

Les enseignantes et enseignants seront invités à choisir la plage horaire de 30 minutes (dans le 12^e ou 13^e cours du trimestre) où ils réserveront du temps pour que les étudiantes et étudiants procèdent à l'évaluation. Pour tous les étudiants de ce groupe-cours, la période sera alors limitée à cette journée précise. Dans les autres cas, la période entière de deux semaines sera ouverte pour tous les étudiants du groupe-cours.

À noter que cela ne s'applique pas aux 2^e et 3^e cycles.

<http://www.evaluation.uqam.ca>

POLITIQUE 16 CONTRE LE HARCÈLEMENT SEXUEL

Le harcèlement sexuel se définit comme étant un comportement à connotation sexuelle unilatéral et non désiré ayant pour effet de compromettre le droit à des conditions de travail et d'études justes et raisonnables ou le droit à la dignité.

La Politique 16 identifie les comportements suivants comme du harcèlement sexuel :

1. Manifestations persistantes ou abusives d'un intérêt sexuel non désirées.
2. Remarques, commentaires, allusions, plaisanteries ou insultes persistants à caractère sexuel portant atteinte à un environnement propice au travail ou à l'étude.
3. Avances verbales ou propositions insistantes à caractère sexuel non désirées.
4. Avances physiques, attouchements, frôlements, pincements, baisers non désirés.
5. Promesses de récompense ou menaces de représailles, implicites ou explicites, représailles liées à l'acceptation ou au refus d'une demande d'ordre sexuel.
6. Actes de voyeurisme ou d'exhibitionnisme.
7. Manifestations de violence physique à caractère sexuel ou imposition d'une intimité sexuelle non voulue.
8. Toute autre manifestation à caractère sexuel offensante ou non désirée.

Pour plus d'information :

http://www.instances.uqam.ca/ReglementsPolitiquesDocuments/Documents/Politique_no_16.pdf

Pour obtenir du soutien :

Pour rencontrer une personne ou faire un signalement :

Bureau d'intervention et de prévention en matière de harcèlement

514-987-3000, poste 0886

Pour la liste des services offerts en matière de violence sexuelle à l'UQAM et à l'extérieur de l'UQAM :

<http://www.harcelement.uqam.ca>

CALACS Trêve pour Elles – point de services UQAM :

514-987-0348

calacs@uqam.ca

www.trepepourelles.org

Service de soutien psychologique (Services à la vie étudiante) :

514-987-3185

Local DS-2110

Pour le Service de la prévention et de la sécurité : **514-987-3131**

LE CENTRE PAULO FREIRE

Le Centre Paulo Freire, qui est animé par des étudiantes et étudiants de deuxième et troisième cycles, sera ouvert 5 jours par semaine, au local A-3645. Le Centre offre un service d'appui académique aux étudiantes et étudiants inscrits dans les programmes de science politique. Pour connaître leurs heures d'ouverture, veuillez composer le 514 987-3000, poste 2544.

PLAGIAT

Règlement no. 18 sur les infractions de nature académique

Tout acte de plagiat, fraude, copiage, tricherie ou falsification de document commis par une étudiante, un étudiant, de même que toute participation à ces actes ou tentative de les commettre, à l'occasion d'un examen ou d'un travail faisant l'objet d'une évaluation ou dans toute autre circonstance, constituent une infraction au sens de ce règlement.

La liste non limitative des infractions est définie comme suit :

- la substitution de personnes ;
- l'utilisation totale ou partielle du texte d'autrui en le faisant passer pour sien ou sans indication de référence ;
- la transmission d'un travail pour fins d'évaluation alors qu'il constitue essentiellement un travail qui a déjà été transmis pour fins d'évaluation académique à l'Université ou dans une autre institution d'enseignement, sauf avec l'accord préalable de l'enseignante, l'enseignant ;
- l'obtention par vol, manœuvre ou corruption de questions ou de réponses d'examen ou de tout autre document ou matériel non autorisés, ou encore d'une évaluation non méritée ;
- la possession ou l'utilisation, avant ou pendant un examen, de tout document non autorisé ;
- l'utilisation pendant un examen de la copie d'examen d'une autre personne ;
- l'obtention de toute aide non autorisée, qu'elle soit collective ou individuelle ;
- la falsification d'un document, notamment d'un document transmis par l'Université ou d'un document de l'Université transmis ou non à une tierce personne, quelles que soient les circonstances ;
- la falsification de données de recherche dans un travail, notamment une thèse, un mémoire, un mémoire-crédation, un rapport de stage ou un rapport de recherche.

Les sanctions reliées à ces infractions sont précisées à l'article 3 du Règlement no. 18.

Pour plus d'information sur les infractions académiques et comment les prévenir : www.integrite.uqam.ca

ENTENTE D'ÉVALUATION

6.4 Modalités d'application de l'évaluation et de la notation

- a) Si un examen fait partie des modalités d'évaluation, il ne peut intervenir dans le résultat global pour plus de cinquante pour cent (50%). Les autres éléments d'évaluation ne sont pas assujettis à cette disposition ;
- b) si l'évaluation porte sur un unique travail de trimestre, la production de ce travail doit donner lieu à plus d'une évaluation et à l'attribution d'une notation d'étape ;
- c) au fur et à mesure que sont effectuées les évaluations et notations d'étape, l'étudiante, l'étudiant doit en être informé.

6.9.2 Objet de l'entente d'évaluation

Compte tenu de ces informations, une entente doit intervenir entre la professeure, le professeur, la chargée de cours, le chargé de cours, la, le maître de langues responsable du groupe-cours et les étudiantes, étudiants inscrits à ce groupe-cours sur les aspects particuliers suivants :

- a) le nombre et les échéances des évaluations;
- b) la pondération respective des contenus ou objets d'évaluation dans l'évaluation globale.

Cette entente doit respecter les modalités et échéances déjà établies, lorsque s'effectue une évaluation commune à plusieurs groupes d'un même cours.

6.9.3 Procédure

Cette entente doit être consignée et doit intervenir dans les deux semaines qui suivent le début officiel des cours (ou dans un laps de temps proportionnel s'il s'agit d'un cours à horaire spécial). L'entente à laquelle souscrivent la professeure, le professeur, la chargée de cours, le chargé de cours, la, le maître de langues et la majorité des étudiantes, étudiants présents doit être signée par la professeure, le professeur, la chargée de cours, le chargé de cours, la, le maître de langues et par deux étudiantes, étudiants du groupe-cours qui agissent alors à titre de témoins.